

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09316P0220 du 16/01/2017
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09316P0220, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour plantation de vignes sur la commune de La Motte (83), déposée par l'entreprise BERNARDI Jean-Louis, reçue le 21/11/2016 et considérée complète le 13/12/2016 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 13/12/2016 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement de la parcelle cadastrée F 62 sur une superficie de 45 000 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectif la plantation de vignes et de céréales ;

Considérant la localisation du projet :

- sur un terrain boisé,
- en zone INAb du POS approuvé le 27/03/1995,
- en zone de sensibilité moyenne à faible pour la tortue d'Herman, espèce protégée et menacée faisant l'objet d'un Plan National d'action ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique ;

Considérant qu'au regard des annexes transmises, le terrain semble avoir été l'objet de déboisements d'entretien contre l'incendie de forêt.

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, qui ne sont pas de nature à modifier de façon significative les ressources de l'environnement et les paysages ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement de la parcelle cadastrée F 62 situé sur la commune de La Motte (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à monsieur BERNARDI Jean-Louis.

Fait à Marseille, le 16/01/2017.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud